

2807 (XXVI). Accroissement des charges imposées par le service de la dette

L'Assemblée générale,

Notant avec inquiétude que la réalisation et le maintien d'un taux de croissance économique satisfaisant se trouvent menacés, dans un certain nombre de pays en voie de développement, par les charges qu'imposent les remboursements de plus en plus importants à effectuer au titre du service de la dette,

Notant également que ces charges sont encore plus lourdes par suite de la stagnation actuelle du courant net d'assistance extérieure en provenance de certains pays donateurs,

Notant en outre que les effets défavorables de la détérioration des termes de l'échange pour de nombreux pays en voie de développement contribuent à accroître ces charges,

Considérant que l'allègement de leur dette peut être un moyen approprié et efficace d'accroître le courant net de ressources vers les pays en voie de développement auxquels le service de la dette pose de graves problèmes,

Considérant que l'une des causes importantes des fréquentes crises créées par la dette réside dans les conditions et modalités défavorables auxquelles certaines des ressources financières ont été fournies, et continuent d'être fournies, aux pays en voie de développement,

Considérant que la proportion que représente actuellement l'aide officielle au développement dans les transferts bruts de ressources aux pays en voie de développement a également alourdi les charges qu'impose le service de la dette,

Considérant également que l'utilisation inadéquate du financement des crédits à l'exportation a été, dans certains cas, une autre cause des charges qu'impose le service de la dette,

Rappelant les recommandations contenues dans l'annexe A.IV.5 de l'Acte final de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement¹³, ainsi que la décision 29 (II) de la Conférence, en date du 28 mars 1968¹⁴,

Rappelant en outre ses résolutions 2170 (XXI) du 6 décembre 1966 et 2415 (XXIII) du 17 décembre 1968, ainsi que la résolution 1183 (XLI) du Conseil économique et social, en date du 5 août 1966,

Réaffirmant les dispositions du paragraphe 48 de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, contenue dans la résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale, en date du 24 octobre 1970, qui concernent les mesures à prendre pour prévenir les crises créées par la dette et pour en atténuer les effets,

1. *Prie instamment* les institutions financières et les institutions de crédit internationales compétentes, ainsi que les pays créanciers intéressés, de réserver un accueil favorable aux demandes émanant des pays en voie de développement qui, en raison de leur situation, auraient besoin d'obtenir un réaménagement, un refinancement

ou une consolidation de leur dette, avec les délais de grâce et d'amortissement appropriés et des taux d'intérêt raisonnables;

2. *Invite* les organisations internationales compétentes, en particulier la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, le Fonds monétaire international et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, à déterminer d'urgence les politiques appropriées à appliquer par débiteurs et créanciers et permettant, à long terme, d'éviter les crises créées par la dette;

3. *Invite en outre* les institutions financières et les institutions de crédit internationales, ainsi que les pays qui accordent une aide, à examiner les moyens de mieux adapter à la situation des divers pays les modalités et conditions auxquelles ils fournissent une aide financière, compte tenu de la décision 29 (II) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement;

4. *Prie instamment aussi* les pays en voie de développement qui connaissent actuellement ou qui pourraient connaître à moyen terme une pénurie de devises de tenir dûment compte de cette situation dans la façon dont ils emploient les crédits extérieurs;

5. *Prie instamment en outre* les pays en voie de développement d'améliorer aussi rapidement que possible leurs statistiques concernant les emprunts à l'étranger, de façon que tant ces pays que les pays créanciers puissent disposer de renseignements complets et récents sur l'échelonnement de leurs obligations concernant le service de la dette, et prie instamment les pays développés et les institutions internationales compétentes de fournir à cette fin une assistance aux pays en voie de développement qui en feraient la demande;

6. *Demande* à être tenue informée de tout progrès réalisé en ce qui concerne les recommandations énoncées dans la présente résolution.

2017^e séance plénière,
14 décembre 1971.

2808 (XXVI). Mesures immédiates tendant à dissiper le climat d'incertitude dû à la crise monétaire internationale actuelle

L'Assemblée générale,

Reconnaissant que la présente crise monétaire internationale est le résultat d'un déséquilibre entre les pays développés à économie de marché qui a ébranlé le système monétaire mondial et compromis les perspectives de commerce et de développement des pays en voie de développement,

Prenant note de la résolution 84 (XI) du Conseil du commerce et du développement, en date du 20 septembre 1971¹⁵,

Prenant note en outre de la résolution 26.9 du 1^{er} octobre 1971, adoptée par le Conseil des gouverneurs du Fonds monétaire international à sa vingt-sixième réunion annuelle,

Rappelant les résolutions 1627 (LI) et 1652 (LI) du Conseil économique et social, en date des 30 juillet 1971 et 29 octobre 1971, relatives à la situation monétaire internationale,

Rappelant en outre sa résolution 2806 (XXVI) du 14 décembre 1971, relative à la situation monétaire internationale,

¹⁵ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-sixième session, Supplément n° 15 (A/8415/Rev.1), troisième partie, annexe I.

¹³ Voir *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement*, vol. I: *Acte final et Rapport* (publication des Nations Unies, numéro de vente: 64.II.B.11), p. 52.

¹⁴ *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement*, deuxième session, vol. I et Corr.1 et 5 et Add.1 et 2: *Rapport et annexes* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.68.II.D.14), p. 43.